



LE 28 SEPTEMBRE :

80 000 RETRAITÉS DANS LA RUE !

LE 9 NOVEMBRE :

On continue !

Les retraité-es étaient plus de 10 000 dans les rues de Paris avec les responsables de 9 organisations syndicales en tête de la manifestation. C'est une vraie victoire ! Les retraité-es se sont fortement mobilisé-es dans tout le pays : 3 000 à Lyon, 4 000 à Toulouse, 3 000 à Marseille, 3 000 à Bordeaux. Des villes plus modestes ont rassemblé, elles aussi, très largement. C'est un véritable succès qui a d'ailleurs trouvé écho dans les médias et fait débat dans tout le pays. Même *Le Parisien* en a parlé !

La mobilisation des retraité-es a été très supérieure à ce que nous avons observé ces dernières années. Nombreux étaient celles et ceux qui n'étaient plus venu-es manifester depuis des décennies, voire n'avaient jamais manifesté.

Leur présence est une belle victoire qui en appelle d'autres.

C'est la réponse à la politique que le président Macron et son gouvernement veulent imposer aux retraité-es avec la hausse de la CSG et déjà l'annonce d'une année « blanche » pour l'augmentation des pensions en 2018 (la hausse de 0,8 % des pensions au 1^{er} octobre, pour l'année 2017, ne faisant que compenser l'inflation des 12 derniers mois).

C'est le signe d'un ras-le-bol des retraité-es maltraité-es par ces gouvernements successifs qui ont fait cadeau sur cadeau aux plus riches et considèrent que les retraité-es « *doivent faire un effort pour les jeunes* ». Ce sont les mêmes, pourtant, qui plongent les jeunes dans la précarité et ignorent nos années de travail.

Quel mépris pour ceux qui ont travaillé 40 ans, parfois plus, et souvent dans des conditions difficiles pour gagner une retraite tranquille !

Pour compenser notre perte de pouvoir d'achat, le président Macron nous fait la promesse de dispenser progressivement 80 % des ménages de la taxe d'habitation. C'est d'une rare démagogie : les inégalités vont s'accroître de fait (on ne paye pas la même taxe partout), les services publics vont en pâtir (et les retraité-es seront particulièrement touché-es), les aides sociales seront menacées (les communes vont perdre 10 milliards de ressources). Et nous... pour commencer, on nous supprime déjà 5 € d'APL !

Baisse du pouvoir d'achat, dégradation des services publics... et la Santé, ça va ?

Comment ne pas s'inquiéter des déclarations de Madame Buzyn, Ministre de la Santé et « des Solidarités » qui affirme qu'un tiers des dépenses de santé est inutile ! Un comble quand on sait que les entreprises « oublient » de payer... 25 milliards d'euros de cotisations sociales ! Fraude, vous avez dit fraude ? Pour mémoire, le déficit de la Sécu, c'est un peu plus de 4 milliards : la disparition de l'Impôt Sur la Fortune (ISF) nous coûtera davantage !

En ce moment, se discute à l'Assemblée le prochain budget : celui d'une société dans laquelle seuls les plus aisés s'en sortiront contre la réponse aux besoins sociaux et de développement. **Ça ne peut plus durer !**

RASSEMBLEMENT À L'ASSEMBLÉE NATIONALE
le 9 novembre à 14 h 30
place Edouard Herriot